



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le vingt cinq novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 novembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 28**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4**

Nicolas SAJOUS donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL du 25 novembre 2024

**M\_DL241125\_162**

## CONSEIL MUNICIPAL - COMMUNICATION N°5 - SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Communication orale de **Monsieur Jérôme DUBOST, Maire**

Mesdames, Messieurs,

Chers collègues,

Avant d'examiner les délibérations à l'ordre du jour de notre conseil municipal, permettez-moi de partager avec vous quelques informations relatives à l'actualité de notre ville.

Le premier point, c'est à nouveau pour saluer l'engagement et la qualité du travail de nos agents municipaux. Ils le méritent bien évidemment au quotidien, mais je souhaite souligner deux événements en particulier.

Au cours des vacances scolaires, de nombreux Montivillons, petits et grands ont participé à une magnifique animation à l'occasion d'Halloween préparée et conduite par nos animateurs du service éducation enfance jeunesse. Démonstration aussi, de la capacité de nos collectivités, et plus particulièrement les agents de la Ville de Montivilliers, de réaliser, pour un coût particulièrement maîtrisé, en interne et sans prestation extérieure, des événements réussis, qui rassemblent plus de 1000 personnes sur cette journée du 31 octobre. Et ce fut l'occasion de voir de nombreux Montivillons découvrir le jardin et la Maison de Buglise.

Plus proche de nous dans le temps, et moins festifs, je veux saluer aussi nos agents qui jeudi matin, dès 4h00, étaient à pied d'œuvre pour assurer le salage et la sécurisation des routes, aux côtés des services du Département. Alors, nul doute que nous trouverons toujours quelques personnes considérant qu'il ne devrait pas neiger ou que les routes devraient être chauffées et au fond que la nature n'existe pas... et qu'il y aura toujours quelques mauvais esprits pour considérer que les services et les agents publics n'en font pas assez. Mais à chaque intempérie, nous démontrons que c'est le contraire. Une mobilisation de l'ensemble du service Espaces publics pendant plus de 24h00, jusqu'à vendredi 17h00, pour sécuriser les routes de la commune (qui depuis 2019 sont les routes de la CU), pour donner le coût de main aussi sur Epouville et Fontenay. Bien sûr, tout ceci fait partie des missions prévues, mais je crois qu'il faut souligner que certaines missions exigent une capacité à se déployer dans des conditions particulières. Cela mérite d'autant plus d'être rappelé à l'heure où le dénigrement des agents publics est rapide sur les réseaux sociaux.

Nous nous réunissons aujourd'hui un 25 novembre, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. L'occasion pour moi de saluer là aussi l'action de nos agents et de nos partenaires au quotidien pour sensibiliser et pour protéger. Saluer le travail conduit autour de cette journée, et notamment le travail réalisé avec les enfants pour une exposition que nous retrouvons au sein de la Mairie. Car, contre les violences, contre le machisme, l'enjeu, c'est celui d'une prise de conscience de notre société, et d'éducation, pour ne rien laisser passer, dès le premier dénigrement misogyne. Dans le même moment, plusieurs faits importants marquent notre société et les consciences. C'est bien sûr le procès de Dominique Pélicot, et le choix courageux de sa victime, Madame Gisèle Pélicot, en renonçant au huis clos afin de réveiller les consciences, contre la culture du viol. Le viol est seul crime dont l'auteur considère qu'il n'a rien fait de mal et dont la victime est honteuse. La peur doit changer de camp. Et au

fond, cela est vrai de toutes les violences faites aux femmes, qu'il s'agisse de violences physiques ou psychologiques. Cet été, et à la rentrée, ce sont les révélations faites par Emmaüs et la Fondation Abbé Pierre, après une enquête détaillée pour donner la parole aux victimes, qui là aussi marquent les esprits. Là aussi, des attouchements, viols, passés sous silence pendant des décennies, plus de 60 ans pour les premiers cas. Et dans ce cas, il faut toujours penser aux victimes confrontées à une double peine : celle des actes qu'elles ont subis, puis le poids du silence, imposé.

Là aussi, il faut saluer le choix courageux des victimes et des institutions d'avoir enfin brisé le silence. Il ne faut rien laisser passer. La Fondation a initié la démarche de changement de nom.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'effacer l'engagement d'un homme en matière de solidarité. Mais, son nom est désormais associé aussi à la culture de viol, et par conséquent, ne peut pas être célébré dans l'espace public.

Je sais que beaucoup se posait ou se pose la question du devenir de cette place à Montivilliers. Mais au fond, cette question du maintien ou pas de sa dénomination, c'est la Fondation éponyme qui l'a tranchée la première. Tout comme le centre d'Esteville en Seine-Maritime et l'ensemble des communes concernées qui ont décidé partout de débaptiser.

Le changement de nom de la place Abbé Pierre sera conduit dans la concertation et l'accompagnement des habitants et riverains. Nous irons à leur rencontre, nos services se rendront disponibles à l'égard de celles et ceux qui auraient besoin d'aide dans les quelques démarches administratives. Nous proposerons aussi aux riverains de faire connaître leur préférence parmi un choix de noms de femmes qui méritent d'être reconnues. Nous n'agissons donc pas dans la précipitation mais nous engagerons ce changement de nom avec une délibération dans un prochain conseil municipal. Dans chacune de ces situations, notre préoccupation doit être double : celle à l'égard des victimes, celle pour faire changer la société et abolir la tolérance ou le non-dit qui a trop longtemps imposé le silence.

Je change totalement de sujet.

Le 25 novembre, c'est aussi la date de la Sainte-Catherine. Vous connaissez le dicton, à la Sainte-Catherine, tout bois prend racine. L'occasion pour moi de saluer la dernière édition de notre Fête de l'Automne, et là aussi tous les agents et tous les partenaires mobilisés autour de plusieurs événements, entre une Université populaire, la Foire aux arbres, la plantation citoyenne et bien sûr notre événement « Une naissance un arbre ». Ce sont 99 naissances en 2023 qui ont donné lieu à 99 nouvelles plantations dans une démarche qui arrive à sa quatrième édition. Pour être tout à fait exact, nous avons planté 100 arbres car il y avait l'arbre de la Ville : un pin sylvestre (un cèdre du Liban en 2021, un pin Douglas en 2022 et un if en 2023). La baisse du nombre de naissances en France est aussi constatée à Montivilliers. Avec les nombreuses familles qui nous accompagnent, nous continuerons de planter en d'autres occasions, avec par exemple le projet de micro-forêt urbaine à la sente aux eaux, de plantation de vergers ou encore à l'occasion de la journée du 9 décembre avec un arbre de la Laïcité pour se remémorer l'anniversaire de la Loi du 9 décembre 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Chers collègues, nous avons délibéré de la création de la réserve communale solidaire. Je tenais à vous indiquer que comme suite à notre appel à candidature et une réunion d'information, j'ai signé 27 arrêtés individuels avec les premiers volontaires formant ainsi notre réserve. Moins d'un an après les inondations de décembre 2023, je veux saluer ces volontaires, prêts à se rendre disponibles sur des missions d'accueil et de soutien lors de difficultés mais aussi pour des actions de solidarités hors « crise ». Une réserve solidaire qui va plus loin donc que la réserve citoyenne de protection civile, dont les conditions d'actions sont travaillées en lien avec le SDIS et la Protection civile.

La semaine dernière se déroulait le Congrès de l'Association des Maire de France. Nous en reparlerons, notamment à l'occasion du débat d'orientations budgétaires car à bien des égards, la coupe est pleine.

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Mais cela a été aussi, l'occasion pour Montivilliers de recevoir une distinction nationale en marge du Salon des Maires. Notre parc-jardin de la sente des rivières s'est une fois de plus distingué à l'échelle nationale et nous avons reçu le Prix spécial du Génie écologique, dans la catégorie Milieux urbains. C'est toujours satisfaisant de voir la qualité de nos projets reconnus : d'abord par les habitants bien sûr, mais aussi par des professionnels, à l'échelle nationale, qui confère aussi une valeur d'exemple et d'inspiration pour d'autres de cette réalisation à Montivilliers.

Vous dire également, mais sans doute l'aviez-vous vu, que le projet de logements en lieu et place de l'ancien centre commercial de la Belle Etoile est entré en phase de commercialisation, pour une première partie, et 12 premiers logements, c'est-à-dire une partie des bâtiments. Je sais que pour nous tous cela ne va jamais assez vite, mais le calendrier des travaux est toujours lié à la commercialisation des logements. Chacun le sait, le contexte actuel est compliqué pour les acheteurs : entre un accès au crédit difficile, une incertitude généralisée sur l'avenir depuis la dissolution de l'assemblée nationale en juin, l'attente de la baisse des taux. Mais, ce projet avance, car je sais aussi que dans ces temps d'attente, il faut savoir faire taire les rumeurs.

Dernière information que je souhaitais partager avec vous, c'est celle qui voit l'offre de médecins s'étoffer au cabinet médical de la Belle Etoile, puisque les quatre médecins généralistes installés l'an dernier ont vu le renfort d'un cinquième médecin, arrivée confirmée par l'ARS. La question de la démographie médicale est la première préoccupation des habitants et des élus. Elle est loin d'être résolue et nous mobilise toutes et tous. Mais dans un contexte où l'on parle plus souvent et avec plus d'écho des départs en retraite, et c'est normal lorsque l'on perd son médecin traitant, il est quand même agréable de partager les bonnes nouvelles, plus discrètes, d'un projet qui porte ses fruits progressivement. Et nous avançons toujours sur le projet de Pôle Santé en centre-ville, à la Gare, avec une plaquette d'information qui sera prochainement diffusée en mentionnant la disponibilité de 16 bureaux.

Dans un mois, c'est Noël, l'occasion ici de rappeler que nous sommes mobilisés pour l'organisation de notre désormais bien connu marché de Noël qui se déroulera les 6, 7 et 8 décembre avec un programme chargé travaillé de concert entre la ville et les enseignes de Monti. Je voulais souligner que nous aurons un chalet de plus cette année qui est en phase de finition par les apprentis du CFA des métiers du Bâtiment de Montivilliers. Le samedi, nous retrouverons également les actions du Téléthon avec l'engagement des bénévoles des associations qu'il faut saluer.

Voilà, nous allons pouvoir passer à la suite de l'examen de l'ordre du jour. Avant cela, vous dire que je n'ai pas été saisi de questions orales en application de l'article 23 de notre règlement intérieur. En revanche, en application de son article 24 j'ai été saisi de 3 vœux : le premier est commun à la majorité et au groupe nouvel élan, il porte sur la Ligne nouvelle Paris-Normandie, c'est Monsieur GILLE qui le portera ; les deux autres sont portés par notre majorité, ils concernent la situation de Monsieur Paul Watson d'une part, et la défense des finances locales d'autre part. Ces trois vœux seront déposés sur table et nous les étudierons en fin de conseil municipal, comme de coutume.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Envoyé en préfecture le 29/11/2024

Reçu en préfecture le 29/11/2024

Publié le 29/11/2024

ID : 076-217604479-20241126-M\_DL241125\_162-DE

**webdelib**

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.**

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*